



**8 FEVRIER 2007**

**Toutes et tous, en grève et dans l'action !**

**Aux Finances comme dans toutes les fonctions publiques !  
Imposons, ensemble et dans l'unité d'autres choix !**

Casse des missions et des politiques publiques ; fermeture des implantations administratives ; plans pluriannuels de suppressions des emplois ; attaques des statuts, des droits et des garanties collectives, pertes de pouvoir d'achat, mise en cause de la protection sociale complémentaire, dégradation des conditions de travail et de vie...

Depuis plusieurs années maintenant, les personnels du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sont confrontés à des politiques dont les dimensions régressives auront rarement atteint de tels sommets !

Au MINEFI, depuis plusieurs mois, les personnels et leurs organisations syndicales initient des processus d'actions, inscrits dans la durée, sous des formes multiples et diverses : grèves, manifestations et rassemblements nationaux et locaux, pétitions, boycott des réunions dites de dialogue social...

Face à une telle situation, les Ministres s'installent dans une véritable logique de confrontation tout en tentant de désamorcer la colère qui ne cesse de monter !

Le Ministre de la fonction publique annonce une revalorisation salariale de 0,8 % entérinant une nouvelle perte de pouvoir d'achat alors que les accords Jacob laissent sur le carreau une écrasante majorité des personnels.

Les Ministres Breton et COPE se contentent de proposer aux fédérations syndicales une réunion à laquelle elles ne se rendront pas. En effet, son seul objet consisterait à faire un bilan de la «nouvelle ambition sociale» des Ministres !

Face à un tel blocage, la Fédération des Finances CGT appelle les personnels du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie à s'inscrire dans la grève et les manifestations initiées par les organisations syndicales de fonctionnaires CGT, FO, FSU, UNSA, Solidaires et CFDT.

La Fédération des Finances CGT réitère sa demande d'ouverture d'un véritable processus de négociations au MINEFI sur les revendications des personnels :

- Contenus, rythmes et finalités des réformes.
- Développement d'un service public de pleine compétence sur l'ensemble du territoire.
- Arrêt des suppressions d'emplois.
- Définition d'un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.
- Revalorisation des traitements, des régimes indemnitaires versés et des frais de déplacement remboursés.
- Respect et développement des droits statutaires et des garanties collectives.
- Mise en œuvre d'une protection sociale complémentaire solidaire et de qualité par nos mutuelles bénéficiant à l'ensemble des personnels, fonctionnaires actifs et retraités, non titulaires.

Montreuil, le 25 janvier 2007.